de la Belgique, en lui donnant une constitution, en faisant le choix du chef de l'État et en prenant toutes les mesures d'urgence, sa mission n'est pas encore accomplie; que l'indépendance du pays et l'intégrité du territoire étant menacées, la patrie est en danger; que partout où les députés sont réunis comme représentants du peuple belge pour remplir leur mandat, là est le congrès national,

Décète :

Art. 1^{er}. Le congrès national ne sera dissous comme corps constituant et remplacé par les deux chambres pour l'exercice du pouvoir législatif, que lorsque la mission qui lui a été donnée sera terminée; et jusque-là, il se réunira partout où les circonstances l'exigeront.

Art. 2. Il sera, conformément aux arrêtés des 10, 12 et 16 octobre 1850, procédé à de nouvelles élections dans tous les districts où il y aura des places de députés vacantes, et où les listes de suppléants seront épuisées; il sera nommé à chaque place vacante un député et deux suppléants.

Art. 3. Les nouvelles élections se feront le 6 mai 1851.

Charge le pouvoir exécutif de l'exécution du présent décret.

Bruxelles, le 12 avril 1851.

Comte FÉLIX DE MÉRODE.
CH. ROGIER.
R. HELIAS D'HUDEGHEM.
L. B. COPPENS.
NOTHOMB.
D. DEHAERNE.
EUG. DE SMET.
L. BEAUCARNE.
J. J. THIENPONT.
RODENBACH.
J. E. FRANSMAN.
VAN MEENEN.
J. J. DE SMET.
L. DELWARDE.
P. E. PEETERS.

(A. C.)

chevalier de *Theux de Meylandt*, le congrès se prononça pour l'ajournement de l'assemblée dont l'époque était subordonnée à la discussion de certains décrets.

La proposition avait en outre pour objet de faire procéder à de nouvelles élections pour remplir les places de députés vacantes. Dans la séance du 13 avril 1851, elle fut renvoyée à l'examen d'une commission, qui le lendemain fit son rapport par l'organe de M. *Claes* (de Louvain); elle proposa de passer à l'ordre du jour.

Après une longue discussion, M. le chevalier de *Theux de Meylandt* présenta le projet de décret, N^o 29, sur la prorogation du congrès sans ajournement fixe.

(a) Ce projet est inédit; discuté aussitôt sa présentation. il

N^o 29.

Prorogation du congrès national.

Projet de décret présenté par M. le chevalier DE THEUX DE MEYLANDT, dans la séance du 14 avril 1851 (a).

AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Le congrès national

Décète :

Art. 1^{er}. A partir du 16 avril, la session du congrès est prorogée sans ajournement fixe.

Art. 2. Le président actuel de l'assemblée a le droit de convoquer le congrès.

Le gouvernement a le même droit.

Art. 3. Il sera procédé à de nouvelles élections, conformément aux arrêtés des 10, 12 et 16 octobre, dans tous les districts où il y a des places de députés vacantes et où la liste des suppléants est épuisée. Ces élections se feront le 10 mai 1851 (b).

Art. 4. La réunion des électeurs pour la nomination des membres de la chambre des représentants et du sénat, aura lieu à une époque à déterminer ultérieurement par le congrès.

Charge le pouvoir exécutif de l'exécution du présent décret.

(A.)

N^o 30.

Nouvelle convocation du congrès national.

AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Nous, baron *Surlet de Chokier*, régent de la Belgique,

fut amendé puis adopté dans la même séance du 14 avril, par 110 voix contre 7.

(b) Sur les propositions de MM. *Nothomb* et le chevalier de *Theux de Meylandt*, l'art. 3 a été remplacé par la disposition suivante :

» Art. 3. A chaque place de député qui est ou qui devient vacante, il sera nommé un député et un suppléant.

» Les élections auront lieu conformément aux arrêtés des 10, 12 et 16 octobre 1850.

» Elles se feront au jour indiqué par le gouvernement et dans le plus bref délai, d'après les listes qui ont été arrêtées pour l'élection du congrès. »

Vu le décret du congrès du 14 avril de la présente année,

Le conseil des ministres entendu,

Avons arrêté et arrêtons :

Le congrès national est convoqué pour le 18 mai 1851, à midi.

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 9 mai 1851.

E. SURLET DE CHOKIER.

Par le régent,

Le ministre de l'intérieur,

E. DE SAUVAGE.

(Bull. off., n^o 129.)

N^o 31.

Élection de M. le chevalier de Sauvage.

Rapport fait par M. ДУМОНТ, dans la séance du 7 juillet 1851 (a).

Le 4 juillet, il a été procédé, dans le district de Liège, à l'élection d'un député au congrès national.

Après que le bureau principal a été formé, il y a eu une subdivision en trois sections pour recueillir les suffrages.

Le nombre total des votants a été de 236.

M. Étienne de Sauvage a obtenu 162 suffrages.

Il a donc réuni la majorité absolue; et par conséquent, il doit être proclamé membre du congrès, à moins que l'élection ne soit viciée de nullité.

Une réclamation, signée de plusieurs citoyens de Liège, a été formée contre cette élection.

Les vices qui lui sont reprochés consistent :

1^o Dans le défaut de convocation des électeurs à domicile, ou d'autre convocation suffisante;

2^o En ce que M. Libert, avocat, âgé seulement de 22 ans, a pris part à l'élection, ce qui constitue une contravention à l'art. 5 de l'arrêté du 10 octobre 1850, qui exige l'âge de 25 ans;

3^o En ce que M. Dereux a rempli les fonctions de

secrétaire d'un des bureaux, tandis que ces fonctions étaient dévolues à M. de Lesaack, contravention à l'art. 4 dudit arrêté;

4^o En ce que le procès-verbal n'indique pas l'heure à laquelle les opérations électorales ont été commencées, ni celle à laquelle elles ont été terminées;

5^o En ce que M. Jules Nagelmackers, n'ayant pas la qualité d'électeur, a néanmoins rempli les fonctions de scrutateur d'un des bureaux.

Quant aux quatre derniers chefs de nullité, la commission a cru qu'il n'y avait pas lieu de s'y arrêter.

Quant au second, il ne pourrait vicier qu'un suffrage; et il en resterait assez pour former une majorité à l'élu.

Quant au troisième, le procès-verbal constate le contraire, et il doit faire preuve de préférence à une simple allégation.

Le quatrième n'a pas paru fondé. Les heures semblent suffisamment désignées.

Quant au cinquième, la loi n'exige pas que les scrutateurs réunissent les qualités requises pour être électeur, et l'on ne peut pas être plus exigeant que la loi.

Reste donc le premier chef de nullité, consistant dans le défaut de convocation des électeurs à domicile, ou par un autre moyen suffisant.

Les arrêtés des 10 et 12 octobre 1850 n'ont prescrit aucun mode pour convoquer les électeurs.

Néanmoins, il est nécessaire qu'ils soient instruits de l'élection à laquelle on doit procéder.

Mais en ont-ils été suffisamment instruits? Telle est la question.

On a observé que le bureau du congrès avait informé M. le ministre de l'intérieur, qu'il y avait lieu à l'élection d'un député et d'un suppléant dans le district de Liège; que, le 17 juin, ce ministre avait donné des instructions à cet égard; que le 21 du même mois le gouverneur de la province de Liège avait transmis des instructions au commissaire de district; que le 23 juin, ce commissaire de district avait convoqué les électeurs par la voie des journaux, pour le 4 juillet.

Qu'en outre, un arrêté du régent du 27 juin avait fixé le jour au 4 juillet.

Mais on a prétendu que cet arrêté n'avait pas été dûment publié. De là la déclaration du bureau principal, ainsi conçue :

« Vu cet arrêté (l'arrêté du régent, du 27 juin 1851) produit par le commissaire du district de Liège; attendu que, suivant l'art. 3 du décret du 14 avril 1851, les opérations électorales ne peuvent

(a) Ce rapport fut discuté dans la séance du 8 juillet au soir. Après un débat, le congrès ordonna que des renseigne-

ments seraient pris sur la manière dont les convocations pour l'élection avaient été faites.